

World investment report 2004 [Nations unies]

Autor(en): **Gugler, Philippe**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **62 (2004)**

Heft 4: **Risques et expertises : comment faire face aux incertitudes? ; Administration et gestion publique**

PDF erstellt am: **24.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

COMPTE-RENDU DE L'OUVRAGE : WORLD INVESTMENT REPORT 2004 NATIONS UNIES, GENÈVE 2004

*Prof. Dr. Philippe GUGLER
Chaire de politique économique et sociale
Université de Fribourg
philippe.gugler@unifr.ch*

La Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) a publié, en août 2004, son rapport annuel « World Investment Report 2004 » (ci-après WIR04). Ce rapport présente les tendances les plus récentes de l'investissement étranger direct (IED) et analyse la forte progression du secteur des services, en particulier la délocalisation des activités de services. Comme le relève dans la préface du rapport M. Kofi A. Annan, Secrétaire général des Nations Unies, le sujet est d'autant plus important que les services constituent pour un grand nombre de pays le secteur économique le plus large et domine l'investissement direct étranger.

Le WIR04 comprend trois parties. La première dresse les principales tendances des investissements étrangers directs. La deuxième est consacrée aux IED dans les services. Enfin, la dernière partie examine les défis de politiques nationale et internationale en matière d'investissements étrangers directs dans les activités de services.

La première partie du WIR04 rapporte que les flux mondiaux d'IED ont baissé pour la troisième année consécutive en 2003. Les prévisions pour 2004 sont meilleures et tendent vers une augmentation des IED aidée par les fusions et acquisitions, la croissance économique et une meilleure rentabilité des entreprises. De plus, le processus de libéralisation des réglementations affectant les IED aide cette reprise. Les prévisions sont positives particulièrement pour certains services ainsi que pour les équipements électriques et électroniques, les moteurs de véhicules et les machines. La croissance des flux des IED sera conduite par les sociétés transnationales (STN) des pays développés et aussi, dans une moindre mesure, des pays en voie de développement qui comptent maintenant pour environ un dixième du total des IED. Cependant, les tendances et prévisions varient par région, avec un retournement en Afrique et en Asie-Pacifique. Les flux d'IED vers l'Afrique augmentèrent en 2003 de 28 pourcent et les prévisions pour 2004 annoncent des améliorations continues dans le

cadre de nouvelles réglementations facilitant les influx d'IED. En Asie-Pacifique, la reprise des afflux d'IED en 2003 était conduite par une croissance économique intérieure forte, des améliorations dans l'environnement d'investissement et l'intégration régionale. Les prévisions concernant cette région sont très optimistes, particulièrement pour la Chine, l'Inde et la Thaïlande.

Par contre, les flux vers l'Amérique latine et les Caraïbes baissèrent en 2003, mais les prévisions pour 2004 sont encourageantes avec une croissance de l'économie dans cette région et la libéralisation des régimes des IED dans certains pays. Dans les régions de l'Europe centrale et de l'Est, l'accession de 8 pays dans l'Union européenne augmenta les afflux d'IED en 2003 et les prévisions pour 2004-2005 y sont prometteuses. Leurs efforts pour augmenter leur attractivité (notamment par l'imposition favorable des entreprises), leurs relatifs bas salaires, les subsides de l'UE, un climat favorable aux investissements, une force de travail qualifiée et un accès au reste du marché de l'UE les rendent attractifs pour la localisation des IED.

Dans les pays développés, les performances sont inégales. En 2003, 10 pays tels que principalement la Suisse, l'Autriche, la Belgique, l'Italie ou l'Irlande affichent des afflux plus élevés, tandis que 16, notamment les USA ou la plupart des pays de l'UE (surtout l'Allemagne, la Suède, le Royaume Uni), des plus bas. Cependant, les prévisions sont favorables pour les prochaines années.

La deuxième partie du WIR04 traite de l'augmentation des services dans les IED. Au début des années 70, ce secteur s'élevait à hauteur de seulement un quart du stock des IED mondial, en 1990 à moins de la moitié et en 2002 à soixante pourcent atteignant 4 trillions de dollars. Dans la même période la part du secteur primaire a décliné, de neuf pourcent à six et celle du secteur manufacturier baissa de 42 pourcent à 34 pourcent. Les IED vers l'extérieur dans les services continuent à être dominés par les pays développés, mais la part des pays en développement augmenta visiblement depuis 1990 pour atteindre 10 pourcent en 2002. En ce qui concerne les IED de services entrants, leur distribution est relativement équilibrée, même si les pays développés attirent encore la plus grande part.

Les explications de la progression des services dans les IED sont multiples : en premier, cette tendance reflète l'augmentation des services dans l'économie en général. Ensuite, la plupart des services ne sont pas commerciabes, ils doivent être produits quand et où ils sont consommés. Par conséquent, une présence directe sur le marché constitue la principale manière de fournir des services à l'étranger. Enfin, de nombreux pays ont libéralisé récemment leurs régimes d'IED en général ou dans le domaine des services en particulier.

Le renversement vers les services est aussi discernable dans les fusions et acquisitions à l'étranger. La plupart de celles-ci effectuées durant la deuxième moitié de 1990 prirent place dans les services et permirent aux STN d'entrer dans de nouveaux marchés.

La deuxième partie analyse aussi les impacts possibles des IED dans les services sur les pays d'accueil, comme les répercussions sur la balance des paiements dues à l'injection de nouvelles ressources financières et du rapatriement des profits, les effets sur les consommateurs de services, l'impact sur la concurrence et sur l'exclusion des entreprises nationales, l'influence dans le développement des transferts de technologie ou encore l'effet sur l'emploi. Pour faire face à tous ces effets potentiels et afin de bénéficier des avantages liés aux IED, le pays hôte doit s'arroger des structures régulatrices appropriées.

Finalement, cette partie du rapport s'intéresse à la délocalisation des services d'entreprises et ses implications sur le pays d'accueil et le pays d'origine. La transnationalisation des activités des services y est décrit comme un phénomène relativement nouveau, mais en ascension et conduit par la recherche de compétitivité (réduction des coûts, accès aux connaissances et amélioration de la qualité des services). La transnationalisation croissante du secteur des services offre des revenus d'exportation considérables, ainsi que la création d'emplois mieux payés, l'accroissement des connaissances et le développement des infrastructures. Cependant, pour bénéficier du potentiel de ces délocalisations, les pays doivent adopter des politiques adaptées. Dans le court terme, certaines personnes perdront leur travail et devront en chercher un nouveau. Le défi de chaque pays sera de rendre le processus de transition aussi efficient que possible en assistant ces personnes et en encourageant la formation, l'éducation et la recherche et développement.

La troisième partie du WIR2004 est particulièrement importante pour les décideurs de la politique économique et sociale. Les défis pour les politiques nationales des pays d'accueil et des pays investisseurs sont abordés, ainsi que l'interaction des politiques internationale et nationale. Les gouvernements reconnaissent de plus en plus les bénéfices que peuvent apporter les IED dans les services. Ainsi, les pays s'y ouvrent davantage et cherchent activement à les attirer par diverses mesures expliquées dans le rapport, surtout les pays développés et dans certaines industries. Le nombre des accords internationaux d'investissement couvrant l'IED dans le secteur des services a considérablement augmenté créant un large réseau complexe de règles internationales influençant les politiques nationales. Les gouvernements doivent choisir les meilleures politiques pour créer les conditions nécessaires pour attirer les IED dans les services, et pour minimiser les effets potentiels négatifs.

Cet ouvrage, dont le conseiller scientifique est le Professeur John H. Dunning, spécialiste de renommée mondiale dans le domaine des STN, se base sur le concours scientifique de nombreuses personnalités académiques. Ce rapport, qui recueille les données les plus récentes et les plus complètes en matière d'IED, se distingue par la richesse des informations qui sont présentées. Le rapport est complété par des annexes statistiques accompagnées de définitions précises des termes utilisés. La bibliographie du rapport constitue une excellente source pour tout chercheur et toute personne intéressés à la problématique des STN.